L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 21 JUILLET 1882. 55me Année.

Bufour, Dennet & Cie, Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post office at New Orleans, La as Second Class Matter

NOUVELLE-ORLEANS

VENDREDI. 21 JUILLET 1882.

PRIX DE L'ABONNEMENT

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an.....$12 00
Six mois.....6 00
Trois mois.....3 00
Un mois.....1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an.....$3 00

Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an.....$3 00
Six mois.....1 50
Quatre mois.....1 00
Trois mois.....75

Renferme deux feuilletons.

VENTES A

Par H. Stern & Co, dans le ro an Kittleman, No 25 rue de Chartres, bottes, souliers et brodequins.

Vente d'effets de commerces de banque abandonnés.—La vente des effets de commerces de la Nouvelle-Orléans National Banking Association, annoncée par W. I. Hodgson et fixée au 22 du courant, est ajournée jusqu'à nouvel ordre.

La nécessité des manufactures en Louisiane.

Le développement de l'esprit d'invention chez les peuples n'est peut-être pas la seule marque distinctive de leur activité industrielle, mais c'en est assurément le trait le plus caractéristique. Et il est curieux de voir presque tous les pays se couvrir d'usines, de manufactures, d'ateliers, dans la même proportion que s'y multiplient les découvertes parmi les savants et les chercheurs de nouveautés, ainsi que les brevets d'invention dans les archives nationales. Nous n'avons pas besoin d'aller chercher bien loin un exemple frappant de ce que nous avançons : la vaste contrée que nous habitons, l'Union Américaine, nous en fournit la preuve la plus éclatante.

Il y a plus ; c'est que toujours la valeur intrinsèque d'un peuple, son autorité sur tout ce qui l'entoure, se mesurent exactement sur les accroissements ou les dépérissements de ses industries et de son génie inventif. Ici encore, la règle invariable.

C'est là, nous n'en doutons pas, un des secrets de la prépondérance que le Nord a prise, depuis vingt ou vingt-cinq ans, sur le Sud ; et nous ne reconquerrons notre ancienne et glorieuse place dans la direction du pays, qu'en luttant énergiquement avec le Nord sur ce terrain. Le chose nous est d'autant plus facile, que nous n'avons pas précisément besoin d'obtenir ici sur lui une victoire complète. Il suffit que nous nous fassions, au point de vue industriel, une situation respectable, que l'on soit obligé de compter assez sérieusement avec nous, pour qu'on nous concède l'égalité, une de ces égalités qui se font respecter, qui s'imposent ; puisque, d'ores et déjà, nous pouvons invoquer, au poing de vue de la culture industrielle, de la production du coton et de la canne, une supériorité qui fait l'objet de toutes les envies de nos maîtres actuels.

A cet égard, il se passe parmi nous, hommes du Sud, un fait curieux, important, encourageant, que bien des gens ont remarqué avec bonheur, que nous constatons avec orgueil. On sait par quel moyen le Nord s'est créé une grande industrie ; il a tout simplement établi un tarif, nous ne dirons pas protecteur au point de vue des produits industriels du pays, mais prohibitif au point de vue des importations étrangères—ce qui lui a permis de se créer forcément un marché intérieur où il pouvait écouler ses produits, à quelque prix que ce fût, puisque grâce au tarif Morrill, les produits étrangers ne pouvaient lutter avec ceux du pays.

Certes, une pareille politique blessait profondément les intérêts du Sud. Pauvres agriculteurs que nous étions jadis, et qui, après avoir péniblement cultivé la terre, les deux tiers de ses revenus de douane, les seuls, à peu de chose près, qu'il possédât, nous nous voyions obligés de payer une infinité d'articles de consommation deux et trois fois les prix qu'ils commandaient sur les marchés étrangers.

Aussi, Dieu sait les hauts cris que nos possessions ! et comme nous nous disions victimes, spoliés au profit des industries des Etats de la Nouvelle Angleterre !

Ces hauts cris, d'où vient que nous ne les poussons plus ? d'où vient que, peu à peu, nous nous sommes approvisionnés avec ce tarif que nous maudissions jadis ?

Ah ! c'est que nous avons rétléchi depuis ; c'est que, après avoir sérieusement examiné la situation, nous nous sommes dérié : "Et, nous aussi, nous serons industriels, et le tarif que l'on a inventé à notre détriment, nous le ferons tourner à notre profit !" et là-dessus, nous nous sommes bravement mis à l'œuvre !

Quand nous disons *nous*, c'est le Sud, en général, que nous désignons ; car, nous devons l'avouer, humblement, la Louisiane, qui, par sa position, par les avantages exceptionnels de son port de la Nouvelle-Orléans, par son ancienne et longue importance, pour n'dire plus, qu'il y ait au monde, par la nature de son sol et de ses productions agricoles, par l'énormbrable quantité de ruisseaux et de rivières qui la sillonnent en tous sens, invite, de tous côtés, les habitants à entasser fabriques sur fabriques—la Louisiane est loin de briller au premier rang parmi les Etats industriels du Sud.

Nous avons sous les yeux, un état, une liste, des brevets d'invention pris à Washington, dans la courte période du 2 mai au 6 juin dernier ; nous y trouvons le chiffre, étonnant pour un mois, de 124 brevets.

Le Maryland y figure pour 22 ; le Kentucky pour 21 ; la Virginie et la Georgie pour 14 ; le Texas pour 11 ; le Tennessee pour 9. La Louisiane ne vient qu'au septième rang avec le chiffre de 3 brevets. Nous laissons le reste.

Pourquoi cette septième place à la Louisiane ? Et, à la rigueur, en égard aux avantages de notre situation, aux invites de toute sorte que nous lui fait la nature de notre sol et de nos produits, en faveurs de tout genre dont nous sommes comblés, nous pourrions prouver qu'au lieu du septième rang, c'est le dixième, le deuxième que nous devrions occuper.

Que le Maryland, que le Kentucky nous dépassent, soit ; c'est peut-être le climat qui le veut un peu, et beaucoup aussi le préjugé. Nous n'y trouvons rien à redire. Mais comment nous laissons-nous outrageusement distancer par la Georgie, dont les industries jonissent, en effet, d'une prodigieuse prospérité ?

Pourquoi le Texas lui-même prend-il hardiment le pas sur nous ?

Nous mettons toujours en avant l'excuse du climat. Est-ce que celui de la Georgie vaut beaucoup mieux que le nôtre ? Est-ce que celui du Texas n'est pas tout aussi meurtrier ? Pourquoi y a-t-il des industries très riches en Georgie plutôt que chez nous ? Pourquoi le Texas, qui ne date que d'hier, qui, en toutes choses, n'en est encore qu'aux essais, nous surpasse-t-il sous presque tous les rapports ?

Ah ! c'est que nous sommes victimes de ce vieux et sot proverbe : Abondance de bien ne nuit pas.

Si fait. L'abondance des biens nuit. La trop grande prospérité affadit les caractères et énerve les organisations.

C'est que nous avons été trop heureux dans le passé, et que nous tournons toujours des regards de regret vers ce passé, (à jamais évanoui), de bonheur et d'ivresse ; c'est qu'en toutes les conditions de la vie humaine sont irrévocablement changées, et que nous n'avons pas voulu changer avec le temps, avec les conditions nouvelles de la vie sociale et industrielle.

Que l'on nous permette une petite comparaison.

Certes, nous n'avons pas été épargné pendant la guerre ; nous avons été rudement éprouvés ; mais, enfin, on ne nous a pas brûlés, incendiés ; on n'a pas réduit notre ville en cendres ; on n'a pas, pour ainsi dire, semé du sel sur notre sol couvert de ruines.

Voici maintenant une ville dans laquelle on n'a pas laissé pierre sur pierre ; tout y a été saccagé, brûlé ; c'était une ville morte, un véritable cimetière. Elle s'appelait Columbus. Il y a 17 ans, Columbus n'était plus ; elle semblait désormais prendre rang parmi les villes à jamais mortes, à jamais enterrées.

Et la voilà qui se relève aujourd'hui de ses cendres, qui se rebâtit, qui se repeuple, où pullulent les manufactures, où fourmillent les ouvriers. Elle a des filatures, des fabriques de coton, de laine, qui emploient des ouvriers non par centaines, mais par milliers ; elle a des fonderies, des fabriques de sacs, des fabriques de voitures, des fabriques de charpente qui feraient honte aux nôtres ; elle possède, en réalité, dans son ensemble ou dans ses environs, des milliers de travailleurs qui gagnent largement leur vie et attirent autour d'eux des milliers d'autres travailleurs ; et elle grandit, grandit encore, grandit toujours, tandis que nous restons là dans un statu quo déplorable. Et Brunswick et Macon, et Savannah font un commerce immense de bois de charpente, qui les enrichit, qui leur donne de l'importance, qui les grandit en dignité et en autorité sur les villes et les Etats qui les environnent. Et pendant qu'on restant à la même place, nous reculons, en fait, au milieu de tout ce qui marche autour de nous, ils prennent la tête de la civilisation du Sud et nous dépassent, nous qui devrions être leurs guides sur la voie du progrès !

Il est temps, grand temps de secouer notre torpeur, de nous mettre bravement, hardiment à l'œuvre.

Nous avons du coton autant que tout autre Etat du Sud ; pourquoi ne le filons-nous pas, ne le tissons-nous pas ? puisqu'il est sur place, et que nous pouvons le travailler à meilleur marché que partout ailleurs, dans les lointains centres industriels du Nord et de l'étranger ?

Nous avons du sucre comme n'en produit aucun autre Etat de l'Union ; pourquoi ne sucrions nous pas le raffiner et inonder les Etats-Unis de nos jus de canne blancs comme la neige et limpides comme le cristal ?

Nous avons la jute, que nous produisons en abondance ; Pourquoi n'en fabriquons-nous pas une branche importante d'industrie locale ? Nous en possédons une fabrique convenable, au fond du troisième district. C'est fort bien ; mais cela suffit-il ? N'est ce pas cinq, dix ou même quinze que nous devrions entretenir ?

Parcourez, par la pensée, toutes les branches de l'activité industrielle moderne ; et demandez vous ce que nous pouvons produire ; vous serez obligés de répondre : tout, ou à peu près tout. Voyez maintenant ce que nous produisons, en réalité, et vous serez forcés de répondre : rien ou presque rien. Est-ce là le rôle que doit jouer dans le monde une grande ville comme la Nouvelle-Orléans ?

Nous avons, il est vrai, deux ou trois superbes manufactures de cigares et de cigarettes ; il faut même convenir que nous les fabriquons très bien, ces articles ; que nos produits, sous ce rapport, jouissent au loin d'une excellente réputation ; mais ne faut-il pas autre chose pour alimenter une forte agglomération d'hommes comme la nôtre ?

En dehors de cela, nous n'allons guère au-delà de la satisfaction des besoins, de la consommation de chaque jour. Triste, convenons en, fort triste. Ce n'est pas ainsi que procèdent les grands centres de population à notre époque ; ils ne se contentent pas de vivoter chez eux et de produire juste de quoi ne pas mourir de faim ; ils font invasion chez les autres ; ils s'installent triomphalement sur les marchés étrangers ; ils leur imposent leurs produits. La prospérité, la vie, à l'heure qu'il est, sont à ce prix.

Quand donc le comprendrons-nous et deviendrons-nous ce que nous devrions être depuis longtemps, une ville industrielle, et vraiment digne de porter ce titre, le plus glorieux qu'il y ait, à notre époque, pour une grande cité comme la nôtre ?

LOI FISCALE.

Nous publions aujourd'hui, dans une troisième feuille ajoutée à l'*Abeille*, le texte français d'une des lois les plus importantes qu'ait votées la Législature à sa dernière session,—la loi du Revenu. Réglant tous les détails de l'administration fiscale de l'Etat, elle est d'une importance majeure, et mérite, malgré son extrême longueur, d'être parcourue attentivement par les contribuables.

Voici la dépêche que le Dr Jonps, président du bureau de santé de la Louisiane, vient d'adresser au président des Etats-Unis, au gouverneur McEnery et aux gouverneurs de tous les autres Etats de l'Union :

L'état sanitaire de la Nile-Orléans est bon, et la ville n'a absolument aucun cas de fièvre jaune. Mortalité annuelle (population blanche) par mille habitants, 20:3. Il n'a été annoncé, dans les dernières trente-six heures, que cinq décès.

Nos journaux de Paris vont jusqu'au 8 juillet. Nous les avons reçus hier soir.

Les exercices de fin d'année du Collège des P. P. Jésuites ont lieu, mardi, 25 du courant, à sept heures du soir, au Grand Opera House, rue du Canal.

Le bruit courait, à Baton Rouge, que les ingénieurs du chemin de fer de la Vallée, de la Nouvelle-Orléans et du Mississipi avaient abandonné la ligne de James et Mayer, at qu'ils avaient décidé de suivre le fleuve, traversant le Bayou Manchac à l'embouchure du Bayou Fontaine.

Les travaux du capitole sont poussés avec vigueur, et on s'accorde à dire que l'édifice sera un monument d'une remarquable architecture, fera honneur à l'Etat, à la capitale et aux architectes. Le grand escalier sera en spirale et d'une grande dimension.

Le gouverneur se repose de ses fatigues, à Ouachita.

La grève des déchargeurs de navires menace d'amener des troubles sérieux. Toutes les branches ont eu dernièrement une assemblée. Ceux qui ont remplacé les grévistes, sont l'objets des haines de ces derniers. Après avoir entendu quelques orateurs, les grévistes ont déclaré qu'ils persisteraient dans l'attitude qu'ils ont prise, jusqu'à ce qu'on cède à leur juste demande.

Le 16 juillet, les membres de la fédération des "Trades Union" se sont réunis à Boston. Ils ont adopté une constitution. Un nombre considérable de délégués, représentant les diverses organisations, étaient présents. Une jeune femme de Lawrence représentait les ouvriers filateurs de cette ville.

On fait, à Washington, de grands efforts pour que le territoire de Washington soit admis comme Etat, mais il est probable que les promoteurs de cette mesure échoueront. Le territoire offre de magnifiques ressources. En 1880, les bois coupés représentaient le chiffre de 250,000,000 pieds. Cent-cinquante tonnes de charbon avaient été livrées à la consommation. Les produits de la moisson étaient estimés à 200,000 barils, et la valeur des terres taxables à $24,000,000. La population est de 75 mille habitants. L'immigration s'y porte en masse.

L'allocation pour la reconstruction de la marine sera repoussée par le sénat on amendée de telle sorte que la construction des cinq monitors sera confiée aux chantiers qui offriront le meilleur marché. En agissant ainsi le gouvernement peut économiser $1,500.000. Roberson propose que le travail soit donné à ses amis ; il espère que ces derniers assureront sa nomination au Congrès.

Il résulte du rapport du chef du bureau des statistiques des Etats-Unis, que pendant le premier semestre de cette année l'exportation des provisions, suif et produits de laiterie a eu une valeur de $50,723,402. Pendant le même semestre de 1881, la valeur de cette exportation avait été de $71,166,337.

La France aussi intéressée que l'Angleterre dans la question égyptienne.

Le sentiment qui semble dominer chez nous au sujet des événements d'Egypte, dit le *Journal des Débats*, est que la question égyptienne se résout à la question du canal de Suez, laquelle intéresse presque exclusivement l'Angleterre et ne saurait, quoi qu'il arrive, se jouer de notre inertie. Que cette manière de voir soit juste ou non, c'est ce que nous ne voulons pas examiner aujourd'hui. Tout au plus nous sera-t-il permis de nous étonner en passant que nous puissions nous détacher avec tant de facilité d'une voie commerciale créée par nous, et qui conduit aux belles possessions asiatiques sur lesquelles nous fondons de si grandes et de si légitimes espérances. Ah ! sans doute, nous n'avons pas, comme l'Angleterre, au bout du canal de Suez, ce que lord Salisbury appelait l'autre jour, d'après un mot heureux de M. Barthélemy Saint-Hilaire, "un magnifique empire" : mais nous avons, non loin de cet empire, une jeune et brillante colonie qui peut, si nous savons la développer, faire tomber entre nos mains le commerce du Sud de la Chine, c'est-à-dire une des plus admirables sources de richesse du monde. Est-ce au moment où nous venons d'asseoir notre domination sur le Tonkin par la prise de Ha-Noï qu'il nous est permis de l'oublier ?

Mais soit ! Admettons, si l'on veut, que le canal de Suez n'est rien pour nous ; admettons aussi que l'Egypte elle-même, dont trois quarts de siècle de politique habile avaient fait une colonie morale de la France, une terre réellement française par les idées, par les mœurs, par les institutions, par la science, par l'industrie, par le langage, ne doit inspirer qu'indifférence et dédain à un peuple tout occupé de détruire l'église du Sacré-Cœur avant qu'elle soit bâtie et d'inaugurer l'Hôtel-de-Ville deux ans avant qu'il soit terminé Faisons les plus grands sacrifices à l'opinion courante ; délaissons toutes nos traditions et toutes nos œuvres d'Orient ; tâchons de nous confiner en Occident et de ne songer qu'à nos intérêts les plus immédiats et les plus voisins. Cela ne suffira pas encore à justifier l'abstention qu'on nous prêche dans les affaires égyptiennes. Pour que cette abstention s'explique, il faudrait que nous eussions renoncé à l'Algérie aussi bien qu'à l'Asie, à l'Algérie aussi bien qu'à la Cochinchine, et que nous nous fussions décidés, abandonnant la Méditrranée tout entière, à ne plus être qu'une puissance continentale.

En sommes-nous là ! Nous l'ignorons ; mais si nous n'en sommes pas là, il nous est absolument interdit de rester étrangers à ce qui se passe en Egypte et de livrer purement et simplement le pays aux Anglais et aux Turcs, séparés ou réunis. Nous n'avons jamais cessé d'exposer ici la constitution directe, intime, qui existe entre les intérêts algériens et la politique en Orient. C'est un point qui a été mis cent fois en lumière dans le *Journal des Débats* soit par nos propres articles, soit par les très remarquables lettres d'un correspondant dans d'Alger. Mais il faut y revenir encore, car nous serons exposés aux dangers les plus graves tant que chacun de nous ne sera pas persuadé de la solidarité profonde du monde musulman, et surtout du monde arabe.

Qu'on le regrette ou qu'on s'en réjouisse, la France est une grande puissance musulmane et la seule puissance arabe de l'Europe, après la Turquie. Depuis le jour où nous sommes descendus, où nous nous sommes fixés sur la côte d'Algérie, nous avons cessé d'être uniquement une nation chrétienne ; nous sommes devenus en outre une nation islamique, et il ne nous a plus été permis de rester indifférents aux révolutions de l'Islam. Il y a des personnes qui déploreront cette nécessité ; nous nous entendons dire récemment qu'il fallait déclasser notre politique, et ne pas tenir plus compte du Califé que du Pape ; nous sommes persuadés qu'on nous proposera bientôt de disperser les confréries et les Kouans musulmans comme de vulgaires congrégations de jésuites. Mais en attendant que ce beau programme soit réalisé, nous avons sous notre domination des millions de sujets arabes dont le fanatisme est la seule passion et qui sont prêts à prendre les armes contre nous, pour peu qu'ils nous croient faibles et qu'ils s'imaginent que la religion leur en fait un devoir.

Or, c'est ce qui arrivera immanquablement si nous subissons un échec en Egypte. Les Arabes d'Afrique connaissent peu l'Angleterre avec laquelle ils n'ont jamais eu de relations directes. L'ennemi pour eux, c'est nous ! le chrétien, c'est nous ! N'est ce pas nous, en effet, qui nous sommes emparés de leurs plus belles provinces ; qui sommes les maîtres de l'Algérie et de la Tunisie ; qui, de tout temps, avons exercé sur l'Egypte une influence presque souveraine ? Mais l'heure de la revanche est près de sonner. Les prophéties les plus saintes annoncent que la fin du treizième siècle de l'hégire, qui doit arriver au mois de novembre prochain, sera le signal du réveil des nations arabes. Depuis on ne signes précurseurs se sont produits partout.

La révolte du Sud oranais, les razzias heureuses de Bou-Amema, les prétendus succès des chefs tunisiens prouvent que les cieux vont verser leur rosée et que le désert va sortir le point d'enfanter son sauveur. Mais c'est en Egypte surtout que la renaissance s'est manifestée d'une manière déjà bien éclatante. On ne saurait croire quelle légende étrange, prodigieuse, s'est formée dans le monde arabe autour d'Arabi Pacha. Arabi est un héros qui, par la seule force de sa parole, a fait fuir les chrétiens et dont le bras les exterminera jusqu'aux derniers. Ses hauts faits sont presque miraculeux ; il est impossible de méconnaître en lui un élu de Mahomet prononcé. Son œuvre est à peine commencée, et déjà elle inspire des espérances démesurées. Je voudrais que ceux qui nous conseillent de rester indifférents à ce qui se passe en Egypte eussent vu comme moi avec quelle anxiété les nouvelles de Tunis sont attendues à Tripoli, avec quelle avidité elles y sont reçues, avec quelle imagination elles y sont transformées, avec quelle rapidité des centaines d'émissaires, dès qu'elles y sont arrivées et qu'elles y ont été défigurées, les colportent dans le Sahara. Ah ! si vous aviez vu comme perdu du désert on elles ne pénètrent en quelques jours, tant le lien religieux est pour les peuples musulmans un incomparable fil conducteur à travers lequel circulent sans cesse les mêmes informations, les mêmes conseils, les mêmes illusions et les mêmes projets !

Qu'on ne se méprenne donc pas sur la véritable nature des événements d'Egypte et sur les conséquences qu'ils peuvent avoir pour nous. Le mouvement qui s'est produit au Caire depuis quelques mois et qui a abouti au massacre d'Alexandrie n'est pas, comme on l'a dit, un mouvement national. La nation n'y est pour rien, au contraire les fellahs que l'exode des Européens ruine en ce moment en sont les premières victimes.

Quant aux classes éclairées, quant à la petite aristocratie intellectuelle qui a été élevée en Europe, elle s'est associée aux ministères réformateurs de Riaz Pacha et de Chérif Pacha ; elle a pourvoiri avec une certaine naïveté, sous ce dernier, l'illusion d'une liberté élémentaire. Tandis que la France représentait les ouvriers filateurs de cette ville.

On fait, à Washington, de grands efforts pour que le territoire de Washington soit admis comme Etat, mais il est probable que les promoteurs de cette mesure échoueront. Le territoire offre de magnifiques ressources. En 1880, les bois coupés représentaient le chiffre de 250,000,000 pieds. Cent-cinquante tonnes de charbon avaient été livrées à la consommation. Les produits de la moisson étaient estimés à 200,000 barils, et la valeur des terres taxables à $24,000,000. La population est de 75 mille habitants. L'immigration s'y porte en masse.

L'allocation pour la reconstruction de la marine sera repoussée par le sénat on amendée de telle sorte que la construction des cinq monitors sera confiée aux chantiers qui offriront le meilleur marché. En agissant ainsi le gouvernement peut économiser $1,500.000. Roberson propose que le travail soit donné à ses amis ; il espère que ces derniers assureront sa nomination au Congrès.

Il résulte du rapport du chef du bureau des statistiques des Etats-Unis, que pendant le premier semestre de cette année l'exportation des provisions, suif et produits de laiterie a eu une valeur de $50,723,402. Pendant le même semestre de 1881, la valeur de cette exportation avait été de $71,166,337.

M. H. Billard, (ancienne librairie Hébert) annonce qu'il a reçu les numéros de l'Illustration et du Monde Illustré du 8 juillet.

Nouvelles télégraphiques.

Paris, 16 juillet.—L'attitude du gouvernement français sur la question égyptienne est mal comprise. Il ne faut pas oublier que tandis que le gouvernement anglais avait les mains libres pour agir, le gouvernement français est tenu de par la constitution de consulter les chambres et d'obtenir leur sanction, avant de s'engager dans aucun acte qui pourrait amener la guerre. M. de Freycinet a fait la chose la plus sage qu'un ministre prudent peuvait faire dans les circonstances. Il s'est allié à la conférence avec la détermination d'éviter une action isolée ou commune avec l'Angleterre, à moins qu'il n'y fût autorisé par des décisions, et puis, seulement, avec la sanction des chambres. Il a ainsi évité tout danger de plonger la France dans une guerre où elle aurait été le bouc émissaire de l'Allemagne, tandis qu'en même temps il s'est préparé à faire face à toute éventualité en mettant la flotte sur le pied de guerre. Son refus d'agir avec l'Angleterre dans les opérations contre Alexandrie ne peut donc être considéré comme un aveu de faiblesse ou de pusillanimité.

M. de Freycinet a promis à la chambre de ne pas engager le pays dans une guerre sans la consulter, et il a également promis de se soumettre aux décisions de la conférence. Le gouvernement anglais a déclaré